

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Connaissance du territoire - Système d'Information Géographique Extranet de la CASA - Charte d'utilisation

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2016.101

Date de la convocation :
Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

Par ce rapport vous est soumis, pour approbation, la charte d'utilisation du système d'information géographique de la CASA (SIG Extranet de la CASA).

Le 21 décembre 2015, par délibération n°CC.2015.144 du Conseil Communautaire, la CASA a acté la mise en place d'un système d'information géographique extranet à l'usage de ses propres élus et agents et à l'usage des élus et agents des communes de son territoire.

Le SIG Extranet de la CASA se présente sous la forme d'un bouquet évolutif de services cartographiques en ligne. Ces outils permettent aux élus et aux services de l'agglomération et de ses communes d'accéder à une connaissance spatiale fine des espaces communautaires et de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement.

Les services cartographiques sont proposés aux communes de la CASA et chacune d'entre elles conserve toute latitude en termes d'utilisation.

En application de la réglementation « Informatique et Libertés », et en particulier de la délibération n°2012-087 du 29 mars 2012 de la CNIL portant autorisation unique de traitement de données à caractère personnel mise en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique, les communes ne pourront pas accéder aux données à caractère personnel des autres communes. De plus, seuls les agents spécialement habilités pourront accéder à ces données.

Les objectifs de la charte d'utilisation du SIG Extranet de la CASA qui vous est soumise pour approbation, sont :

- de décrire le SIG Extranet de la CASA et de préciser ses conditions d'accès,
- de fixer les règles d'usage du SIG Extranet de la CASA afin de garantir son exploitation,
- de sensibiliser, d'informer et de responsabiliser les utilisateurs du SIG Extranet de la CASA.

Vu la délibération n°2012-087 du 29 mars 2012 de la CNIL portant autorisation unique de traitement de données à caractère personnel mise en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique,

Vu la délibération n°CC.2015.144 du 21 décembre 2015 autorisant le conseil communautaire à déléguer au bureau communautaire, l'approbation des conditions générales d'utilisation du SIG Extranet de la CASA et de leurs évolutions ; ainsi que l'approbation de la charte d'utilisation du SIG Extranet de la CASA et de ses évolutions ;

Considérant les enjeux que représentent l'information des utilisateurs du SIG Extranet de la CASA sur les limites d'utilisation des services cartographiques en ligne qui leur sont mis à disposition,

Il est proposé au bureau communautaire d'approuver la charte d'utilisation du SIG Extranet de la CASA, dont le projet est joint à ce rapport, ainsi que les annexes.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE la charte d'utilisation du SIG Extranet de la CASA, dont le projet est joint à ce rapport, ainsi que les annexes.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CHARTRE D'UTILISATION
DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE EXTRANET
DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

TABLE DES MATIERES

1 - PREAMBULE	3
2 – DEFINITIONS	3
3 - OBJET DE LA CHARTRE	4
4 - OBJECTIFS DU SIG ET DU SIG EXTRANET	4
5 - ENTREE EN VIGUEUR ET OPPOSABILITE DE LA CHARTRE.....	4
6 - MISE A JOUR DE CE DOCUMENT ET INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	5
6.1 - CONDITIONS DE MODIFICATION DE CE DOCUMENT	5
6.2 - INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES EN CAS DE MODIFICATION	5
7 - CONFORMITE A L'AUTORISATION AU-001 DE LA CNIL.....	5
8 - DESCRIPTION DES UTILISATEURS CONCERNES ET DES SERVICES PROPOSES.....	5
8.1 - UTILISATEURS CONCERNES	5
8.2 - SERVICES PROPOSES.....	6
9 - CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES	8
9.1 - NIVEAUX D'HABILITATION DES UTILISATEURS.....	8
9.2 - MODALITES DE DESIGNATION DES UTILISATEURS ET DE DEFINITION DE LEURS NIVEAUX D'HABILITATION	10
9.3 - ENGAGEMENTS DE CONFIDENTIALITE LIES AUX HABILITATIONS DE SECOND NIVEAU	11
9.4 - IDENTIFIANTS ET MOTS DE PASSE	11
9.5 - CONFIDENTIALITE DES MOTS DE PASSE	12
9.6- GESTION DES DONNEES RELATIVES AUX UTILISATEURS.....	12
10 - COMPATIBILITE AVEC LES ENVIRONNEMENTS INFORMATIQUES ET EXCLUSION DE RESPONSABILITE	14
11- MAINTENANCE	15
12 - ACTUALISATION DES DONNEES GEOGRAPHIQUES	16
12.1 - PRINCIPE GENERAL DE COOPERATION ENTRE LES SERVICES DE LA CASA ET DES COMMUNES DE LA CASA	16
12.2 - ACTUALISATION DES DONNEES GEOGRAPHIQUES RELATIVES AUX DOCUMENTS D'URBANISME	16
12.3 - ACTUALISATION DES DONNEES CADASTRALES	16
13 - CONDITIONS GENERALES ET SPECIFIQUES D'UTILISATION DES SERVICES PROPOSES.....	17
13.1 - GENERALITE	17
13.2 - CONDITIONS SPECIFIQUES D'UTILISATION DU SERVICE « CADASTRE - FONCIER »	18
13.3 - CONDITIONS SPECIFIQUES D'UTILISATION DES SERVICES DE RECHERCHE ET DE TELECHARGEMENT DE CARTES	21
13.4 - CONDITIONS SPECIFIQUES D'UTILISATION DES SERVICES DE CONSULTATION ET D'EDITION DE DONNEES GEOGRAPHIQUES...	22
14- SECURITE	22
15- RESPONSABILITE ET SANCTIONS.....	22
16 - NULLITE D'UNE CLAUSE.....	23

17 - LOI APPLICABLE	23
18 - LISTE DES ANNEXES.....	23

1 - PREAMBULE

Dans ce document l'expression «*SIG Extranet de la CASA* » désigne le site extranet accessible sous l'URL <https://sig-portail.agglo-casa.fr>.

Ce site est créé, administré et hébergé par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) dont le siège est situé à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis

449 route des Crêtes

Les Genêts

BP 43

06901 Sophia Antipolis CEDEX

Le 21 décembre 2015, par délibération de son Conseil Communautaire, la CASA a acté la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) extranet à l'usage de ses propres élus et agents et à l'usage des élus et agents des communes de son territoire.

A travers cette démarche, qu'elle inscrit dans les perspectives de modernisation et de mutualisation portée par les lois de réforme des collectivités territoriales de ces dernières années, la CASA, établissement public de coopération intercommunale, souhaite proposer, aux communes de son territoire, un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement des espaces communautaires. Elle souhaite également développer, au sein de ses propres services et des services des communes de son territoire, le sens de l'appartenance à un même territoire de projet.

2 – DEFINITIONS

Les termes suivants de la Charte ont la signification suivante :

- ayants droit : la CASA ; les communes du territoire de la CASA que sont les communes d'Antibes, de Bézau-dun les Alpes, de Biot, de Bouyon, de Caussols, de Châteauneuf, de Capières, de Conségudes, de Courmes, de Coursegoules, de Gourdon, de Gréolières, de Bar Sur Loup, de La Colle sur Loup, du Rouret, de Les Ferres, d'Opio, de Roquefort les pins, de la Roque en Provence, de Saint-Paul de Vence, de Tourettes sur Loup, de Valbonne, de Vallauris Golfe Juan et de Villeneuve-Loubet ; les partenaires de la CASA et des communes membres de la CASA (prestataires de services mandatés par la CASA ou des communes de la CASA, services du Conseil Départemental des Alpes- Maritimes, services du Conseil Régional de Provence Côte d'Azur, services déconcentrés de l'Etat, syndicats intercommunaux, groupement communaux voisins...) qui disposent de droits d'accès à des services cartographiques en ligne proposés par la CASA dans le cadre du SIG Extranet de la CASA.
- SIG : Système d'information géographique permettant, à partir de plusieurs sources, de rassembler et organiser, de gérer, d'analyser et de combiner, d'élaborer et de présenter des

informations localisées géographiquement, contribuant notamment à la gestion et à la connaissance de l'espace.¹

- SIG Extranet de la CASA : Désigne le site extranet créé, administré et hébergé par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, accessible sous l'url <https://sig-portail.agglo-casa.fr>, qui met à disposition des ayants droit un ensemble de services cartographiques en ligne.
- utilisateurs : les élus, agents ou salariés des ayants droit.

3 - OBJET DE LA CHARTE

Cette charte a principalement pour objet :

- de décrire le *SIG Extranet de la CASA* et de préciser ses conditions d'accès,
- de fixer les règles d'usage du *SIG Extranet de la CASA* afin de garantir son exploitation dans le strict respect de la loi,
- de sensibiliser, d'informer et de responsabiliser les utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA* en rappelant notamment des contraintes imposées par la réglementation,

4 - OBJECTIFS DU SIG ET DU SIG EXTRANET

Le SIG Extranet de la CASA a pour but de mettre à disposition des ayants droit des services et outils en ligne de consultation, d'édition, de recherche et de téléchargement de données géographiques. Le SIG permet d'identifier des caractéristiques ou de déterminer des comportements à partir de composantes géographiques. L'objectif du SIG mis en place est de fournir un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement des espaces communautaires.

5 - ENTREE EN VIGUEUR ET OPPOSABILITE DE LA CHARTE

Conformément à une décision de son Conseil Communautaire prise le 21 décembre 2015 (numéro d'enregistrement de la délibération : CC.2015.144), la CASA a confié à son Bureau Communautaire l'approbation de la version initiale de ce document, ainsi que de toutes ses mises à jour.

Cette présente charte a été approuvée par le Bureau Communautaire de la CASA le 6 juin 2016 et entre en vigueur à cette date, elle bénéficie de la communication qui est faite normalement autour de toute décision de cette instance. A partir du jour où la charte est approuvée par le Bureau Communautaire, elle est opposable à tous les ayants droit.

Elle contient l'intégralité des conditions générales et spécifiques d'utilisation du SIG Extranet de la CASA.

¹ Référentiel d'emploi, d'activités et de compétences du titre professionnel de technicien supérieur en système d'information géographique (REAC TSSIG) du 18-10-2006

6 - MISE A JOUR DE CE DOCUMENT ET INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

6.1 - Conditions de modification de ce document

La CASA se réserve le droit de modifier, à tout moment, ce document afin d'informer les utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA* sur d'éventuelles évolutions techniques et/ou réglementaires.

6.2 - Information des personnes concernées en cas de modification

La présente charte et ses mises à jour sont approuvées par une instance délibérante de la CASA (Bureau Communautaire) et bénéficient donc de la communication faite normalement autour de toute décision de cette instance.

Lorsque ce document est mis à jour, la CASA garantit que les utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA* sont informés via une procédure électronique d'acceptation de la présente charte (l'acceptation par « clic positif » des termes de la charte permet d'accéder aux services).

Dans les pages web du site, des liens permettent aux utilisateurs d'accéder, puis de consulter en ligne, la version la plus actuelle de ce document.

7 - CONFORMITE A L'AUTORISATION AU-001 DE LA CNIL

Certains services proposés dans le cadre du *SIG Extranet de la CASA* permettent, dans des conditions très précises et encadrées par la loi, à un nombre limité d'élus et d'agents habilités de la CASA et de ses communes, d'accéder à des informations cadastrales dites littérales et portant sur les propriétaires, sur les propriétés non bâties et sur les propriétés bâties. Les élus et les agents d'une commune ne peuvent accéder à ces données, dans les conditions précisées par la loi, que si elles concernent leur propre collectivité. Par ailleurs, ces données revêtent un caractère personnel et par conséquent, le *SIG Extranet de la CASA* constitue un traitement mis en œuvre en application de l'« Autorisation Unique n° AU-001 - Délibération de la CNIL n° 2012-087 du 29 mars 2012 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG) et abrogeant la délibération n° 2006-257 du 5 décembre 2006. »

La CASA a fait auprès de la CNIL une déclaration de conformité à l'autorisation unique citée dans le paragraphe précédent. Cette déclaration a été enregistrée par la CNIL sous le numéro suivant : 1567582 v 0.

8 - DESCRIPTION DES UTILISATEURS CONCERNES ET DES SERVICES PROPOSES

8.1 - Utilisateurs concernés

Le *SIG Extranet de la CASA* se présente comme un bouquet de services cartographiques en ligne proposés par la CASA, via la technologie extranet et la certification SSL, uniquement :

- à des élus et des agents de la CASA,
- à des élus et des agents des communes du territoire de la CASA que sont les communes d'Antibes, de Bézaudun les Alpes, de Biot, de Bouyon, de Caussols, de Châteauneuf, de Cipières, de Conségudes, de Courmes, de Coursegoules, de Gourdon, de Gréolières, de Bar Sur Loup, de La Colle sur Loup, du Rouret, de Les Ferres, d'Opio, de Roquefort les pins, de la Roque en Provence, de Saint-Paul de Vence, de Tourettes sur Loup, de Valbonne, de Vallauris Golfe Juan et de Villeneuve-Loubet.
- dans les conditions développées dans le paragraphe suivant, à des agents et des personnels travaillant au sein d'entités publiques ou privées, partenaires de la CASA et des communes membres de la CASA (prestataires de services mandatés par la CASA ou des communes de la CASA, services du Conseil Départemental des Alpes- Maritimes, services du Conseil Régional de Provence Côte d'Azur, services déconcentrés de l'Etat, syndicats intercommunaux, groupement communaux voisins...).

L'accès au SIG Extranet de la CASA est fermé à toute autre personne physique ou morale.

8.2 - Services proposés

8.2.1 - Autonomie des communes quant au choix du niveau d'utilisation des services

L'utilisation du *SIG Extranet de la CASA* est proposée par la CASA aux communes de son territoire. Chacune d'entre-elles conserve toute latitude en termes d'utilisation des services cartographiques en ligne mis à disposition. L'une pourra, par exemple, considérer le *SIG Extranet de la CASA* comme un complément à ses propres équipements, l'autre pourra, au contraire, décider de s'appuyer d'avantage sur cet outil et d'intensifier ainsi sa coopération avec les services de l'agglomération en matière d'information géographique.

8.2.2 - Catégories des services proposés

La CASA met à disposition, via le *SIG Extranet de la CASA*, un bouquet de services cartographiques en ligne.

Ce bouquet de services repose sur la technologie extranet et la certification SSL afin notamment de sécuriser les accès et les échanges de données.

Les services proposés (extranet) peuvent être classés dans les quatre catégories suivantes :

- services de consultation de données géographiques,
- services de consultation et d'édition de données géographiques,
- services de recherche et de téléchargement de données géographiques,
- services de recherche et de téléchargement de cartes (sur le site, les terminologies « cartotheque » ou « Atlas » peuvent également être utilisées pour désigner cette catégorie de services).

8.2.3 - Principales fonctionnalités des services de consultation de données géographiques

L'utilisateur de services de consultation de données géographiques pourra disposer des outils permettant :

- de se déplacer sur une emprise géographique donnée,
- de zoomer sur une partie de cette emprise,
- de choisir d'afficher ou, au contraire, de faire disparaître certaines « couches » d'information géographique,
- de mesurer des distances,
- de mesurer des surfaces,
- de connaître les coordonnées géographiques (X,Y,Z) d'un élément,
- d'interroger des bases de données attributaires au travers de requêtes complexes ou de simples « clics » sur des objets géographiques (comme par exemple l'emprise d'un bâtiment ou d'une zone particulière, ou encore d'un tronçon de réseau routier...),
- de rechercher une zone géographique à l'aide d'une adresse rédigée selon un standard proposé (n° de voie, type de voie, nom de la voie, nom de la ville),
- d'imprimer des cartes en utilisant des fonctionnalités avancées de mise en page permettant notamment :
 - o de choisir une échelle d'impression,
 - o de choisir les « couches » d'informations géographiques à imprimer,
 - o de construire une légende et des sources de données ad hoc,
 - o
- de dérouler une légende adaptée aux contenus visualisables,
-

Certains services proposent des fonctions de recherche géographiques avancées. A titre d'exemple, les services de consultation de données relatives à la réglementation en matière d'urbanisme, proposent en plus des fonctionnalités précédemment énumérées, une fonction de recherche à partir des références cadastrales (numéro de parcelle et de section). Cette fonction peut permettre à un agent de cerner rapidement toutes les contraintes légales, pouvant relever de codes différents et concernant une parcelle ou un ensemble de parcelles. Elle ne fait cependant que faciliter l'accès à certaines informations puisque ces dernières sont données à titre purement informatif.

8.2.4 -Principales fonctionnalités des services de consultation et d'édition de données géographiques

Ces services en ligne proposent aux utilisateurs toutes les fonctionnalités des services relevant de la catégorie précédemment décrite et intitulée « services de consultation de données géographiques ». Cependant, ils proposent, en plus, des fonctionnalités d'édition.

Ces dernières permettent aux utilisateurs d'enrichir à distance et de manière sécurisée (droit d'accès aux services et cryptage des communications) des bases de données géographiques de travail en dessinant des objets géographiques et en saisissant des données attributaires se

rapportant aux objets dessinés. Les agents de la CASA et des communes de la CASA peuvent ainsi participer à l'enrichissement de bases de données géographiques partagées.

Les services de consultation et d'édition de données géographiques peuvent être utilisés par l'agglomération et ses communes afin d'améliorer leurs connaissances réciproques de leurs infrastructures.

Ils peuvent être également utilisés dans le cadre de la préparation d'informations publiques réutilisables ou ouvertes (Open data) en application des dispositions légales relatives au droit de réutilisation des informations publiques définies dans le Code des relations entre le public et l'administration.

8.2.5 - Principales fonctionnalités des services de recherche et de téléchargement de données géographiques

Ces services permettent de rechercher des données géographiques et leurs descriptions puis, éventuellement, si les conditions de diffusion de ces données s'y prêtent, de les télécharger.

Les formats de fichiers informatiques proposés pour les données géographiques téléchargeables sont en général des formats dits « d'échange », facilement utilisables avec un grand nombre de logiciels SIG, qu'ils soient diffusés sous licences libres ou propriétaires.

Ces services permettent également de rechercher des sites internet proposant des services de recherche et de téléchargement de données similaires.

8.2.6 - Principales fonctionnalités des services de recherche et de téléchargement de cartes

Ces services permettent de rechercher, en croisant des critères (dates, thèmes...) des cartes téléchargeables dans des formats de fichiers informatiques dits « image » (pdf, png, jpeg..) qui facilitent la visualisation et l'impression papier.

9 - CONDITIONS D'ACCES AUX SERVICES

9.1 - Niveaux d'habilitation des utilisateurs

Afin de prendre en compte les obligations portées par l'autorisation de la CNIL citée à l'article 7 de ce document, deux niveaux d'habilitation sont mis en place.

9.1.1 - Habilitation de premier niveau

L'habilitation de premier niveau est accordée à l'ensemble utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA*. Elle permet d'accéder à des services cartographiques en ligne proposés par la CASA dans le cadre

du *SIG Extranet de la CASA* et donnant accès à des informations géographiques ne revêtant pas de caractère personnel ou confidentiel.

9.1.2 - Habilitation de second niveau

Par défaut, tous les utilisateurs disposant de l'habilitation de second niveau disposent également de l'habilitation de premier niveau précédemment décrite.

L'habilitation de second niveau permet à des élus et des agents de la CASA et de ses communes membres, habilités par les termes de la réglementation en vigueur portant sur les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique et en particulier de l'autorisation unique AU-001 de la CNIL, d'accéder à des données cadastrales nominatives relatives aux propriétaires, aux propriétés non bâties et aux propriétés bâties (informations contenues dans la base de données « MAJIC » de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)).

Conformément à la réglementation précédemment citée, l'habilitation de second niveau est accordée au président de la CASA ainsi qu'à l'ensemble des maires des communes de la CASA, au titre de représentants de leurs collectivité respectives, dans le strict cadre leurs missions de service public, lorsque l'exercice de ces missions rend indispensable la connaissance des données nominatives énumérées dans le paragraphe précédent.

Toujours en application de la réglementation précédemment mentionnée, l'habilitation de second niveau peut être également demandée, selon les modalités prévues dans ce document, par le président de la CASA et les maires des communes de la CASA, pour un nombre limité d'agents travaillant au sein de leurs collectivités respectives. Ces agents doivent obligatoirement exercer une mission de service public au sein de la CASA ou d'une commune de la CASA, dans un service en charge de l'une ou de plusieurs des activités listées ci-après :

- l'instruction des dossiers de droit des sols, l'urbanisme,
- l'environnement et le développement durable,
- les travaux et les études relatifs à l'aménagement du territoire (habitat, voirie,...),
- l'assainissement collectif ou non,
- la gestion du patrimoine,
- la gestion des bâtiments, la gestion des espaces verts, des espaces agricoles, des espaces naturels, des fossés, des cours d'eau, du littoral, des sites protégés,
- la maîtrise des risques sanitaires,
- le traitement de la pollution et la gestion des déchets,
- l'économie et l'aménagement du territoire,
- la communication et le tourisme,
- l'aide à population.

Ces agents ne peuvent cependant accéder aux données cadastrales nominatives relatives aux propriétaires, aux propriétés non bâties et aux propriétés bâties (informations contenues dans la base de données MAJIC de la DGFIP), que dans le strict cadre de leurs missions de service public, lorsque l'exercice de ces missions rend indispensable la connaissance de ces données nominatives, et que pour réaliser des traitements dont les finalités sont limitativement énumérées dans l'autorisation AU-001 de la CNIL. Ils ne peuvent consulter que des données cadastrales nominatives relatives à la seule collectivité (commune de la CASA ou CASA) au sein de laquelle ils exercent leurs missions de service public.

Lorsqu'un utilisateur a accès accidentellement à une zone non autorisée du système, il lui incombe de prévenir sans délai la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour éviter d'engager sa propre responsabilité.

9.2 - Modalités de désignation des utilisateurs et de définition de leurs niveaux d'habilitation

9.2.1 - Au sein de la CASA

Le Président de la CASA conformément à l'AU-001 de la CNIL est un utilisateur disposant d'une habilitation de second niveau, telle qu'elle est définie précédemment.

Tous les élus et agents de la CASA sont des utilisateurs disposant d'une d'habilitation de premier niveau telle qu'elle est définie précédemment.

Tout agent en activité de la CASA est, à minima, inscrit en tant qu'utilisateur du *SIG Extranet de la CASA* disposant de l'habilitation de premier niveau définie dans ce document.

Les agents de la CASA exerçant une mission de service public au sein d'un service en charge de l'une ou de plusieurs des seules activités limitativement énumérées par l'AU-001 de la CNIL et rappelées dans ce document(cf. paragraphe 9.1.2), poursuivant dans le cadre de leurs attributions une ou plusieurs des finalités prévues par l'AU-001 de la CNIL et rappelées dans cette charte (cf. paragraphe 13.2.1), peuvent disposer d'une habilitation de second niveau (cf. paragraphe 9.1.2), sous réserve qu'ils aient bien transmis aux services en charge du *SIG Extranet de la CASA* l'engagement de confidentialité figurant en annexe 2, complété, daté et signé.

9.2.2 - Au sein des communes de la CASA

Le maire d'une commune, membre de la CASA, conformément à l'AU-001 de la CNIL, est un utilisateur disposant d'une habilitation de second niveau, telle qu'elle est définie dans ce document. Il ne pourra cependant accéder qu'aux données cadastrales nominatives relatives uniquement à la commune dont il est le représentant.

Au sein de chaque commune membre de la CASA, le maire désigne, à chaque fois que cela est nécessaire, via le formulaire prévu à cet effet et figurant en annexe 1 de cette charte, les utilisateurs du *SIG extranet de la CASA* et indique pour chacun d'entre eux, le niveau d'habilitation souhaité. Les agents communaux, pour lesquels une demande d'habilitation de second niveau (cf. paragraphe 9.1.2) est demandée, ne pourront cependant accéder qu'aux données cadastrales nominatives relatives à la seule commune, au sein de laquelle ils exercent leurs missions de service public.

Les demandes d'habilitation de second niveau sont traitées, dans les meilleurs délais, par les services en charge du *SIG Extranet de la CASA*.

Tout agent ou personnel travaillant au sein d'une entité publique ou privée, partenaire de la CASA et d'une commune du territoire de la CASA (voir description des ayants droit, article 2) peut prendre contact par mail (sig@agglo-casa.fr), avec les services de la CASA en charge du *SIG Extranet*

de la CASA et demander à être inscrit en tant qu'utilisateur du *SIG Extranet de la CASA* disposant d'une habilitation de premier niveau, telle qu'elle est définie précédemment. Son inscription sera valable une année.

9.3 - Engagements de confidentialité liés aux habilitations de second niveau

Les agents habilités de la CASA (cf. paragraphe 9.2.1, dernier alinéa) et les agents des communes de la CASA, pour lesquels un maire a fait une demande d'habilitation de second niveau selon les modalités prévues dans ce document, doivent adresser aux services en charge du *SIG Extranet de la CASA* l'engagement de confidentialité figurant en annexe 2 de cette charte d'utilisation, complété, daté et signé.

Afin de garantir la connaissance complète des termes de l'autorisation AU-001 de la CNIL par chacun des utilisateurs concernés, les services en charge du *SIG Extranet de la CASA* pourront, à tout moment, abaisser le niveau d'habilitation d'un utilisateur, pour lequel une habilitation de second niveau aurait été demandée, dans le cas où l'engagement de confidentialité figurant en annexe 2 n'aurait pas été transmis à la CASA, dans des délais raisonnables.

9.4 - Identifiants et mots de passe

Pour accéder au *SIG Extranet de la CASA*, un ayant droit, obligatoirement et à minima, doit saisir préalablement, dans une boîte de dialogue prévue à cet effet, un identifiant puis un mot de passe personnel et confidentiel.

Pour se connecter au *SIG Extranet de la CASA*, les agents de la CASA utilisent leurs codes d'accès au réseau informatique de la CASA (ouverture de session sur le réseau CASA).

Pour se connecter au *SIG Extranet de la CASA*, les élus de la CASA et de ses communes membres, ainsi que les agents des communes de la CASA et les personnels travaillant au sein d'administrations, d'organismes ou de sociétés partenaires (voir définition des ayants droit, article 2) de la CASA ou des communes de la CASA, utilisent leurs codes d'accès à l'extranet communautaire.

Ces codes d'accès sont gérés (création, suppression) par la direction de l'informatique et du numérique de la CASA.

Les utilisateurs, exerçant une mission de service public au sein de la CASA ou d'une commune de la CASA et disposant d'une habilitation de second niveau (cf. paragraphe 9.1.2) se verront dotés de codes d'accès supplémentaires personnels et confidentiels leur permettant d'accéder à des informations cadastrales relatives aux propriétaires, aux propriétés bâties et aux propriétés non-bâties.

9.5 - Confidentialité des mots de passe

Tous les mots de passe utilisés pour accéder aux services cartographiques en ligne proposés par la CASA, dans le cadre du *SIG extranet de la CASA*, sont strictement personnels et confidentiels.

Un utilisateur s'engage à ne pas diffuser ou céder ses mots de passe et à ne pas tenter de s'approprier les mots de passe d'un utilisateur.

Un utilisateur reconnaît que l'usage de son droit d'accès peut engager sa responsabilité.

Pour raison de sécurité et de maintenance, les services en charge du fonctionnement du *SIG Extranet de la CASA* s'accordent le droit de réinitialiser, sans préavis, des mots de passe et ainsi de contraindre des utilisateurs à recréer leurs mots de passe définitifs personnels, confidentiels et cryptés (connus d'eux seuls), selon la procédure figurant en annexe 3 de cette charte.

Il est rappelé qu'un utilisateur, et en particulier un utilisateur disposant d'une habilitation de second niveau (cf. paragraphe 9.1.2), qui ne respecterait pas le principe de confidentialité des mots de passe, en assumerait pleinement les conséquences.

9.6- Gestion des données relatives aux utilisateurs

9.6.1 - Données concernées

Les données collectées sont nécessaires à la gestion l'inscription et à l'authentification (lors de la connexion) des utilisateurs.

Elles sont les suivantes :

- le nom de l'utilisateur,
- le prénom de l'utilisateur,
- l'adresse mail professionnelle de l'utilisateur,
- la désignation de l'ayant droit (le nom de la collectivité ou de l'organisme au sein de la quelle ou duquel exerce l'utilisateur).

Sont également tracées certaines informations liées à l'utilisation du site, les dates de connexion les pages visitées, afin d'améliorer les services proposés.

Les données concernant les utilisateurs sont collectées et traitées de manière loyale et licite par les services en charge du fonctionnement du SIG Extranet de la CASA au titre de sa mission de gestion des ressources informatiques.

Les traitements opérés dans le cadre de la présente charte ont pour finalités :

- le suivi et la maintenance des ressources informatiques ;
- la définition des autorisations d'accès aux applications et réseaux ;

- la mise en œuvre de dispositifs destinés à assurer la sécurité et le bon fonctionnement du SIG Extranet ;
- la sécurité des ressources informatiques et du SIG Extranet ;
- le respect de la présente charte.

9.6.2 - Précision sur les données statistiques

La CASA effectue des statistiques sur la fréquentation du site à partir de l'historique des accès au site.

Lorsqu'il ne s'agit pas de services permettant à un nombre limité d'élus et d'agents habilités d'accéder, dans les limites fixées par la loi, à des données cadastrales nominatives, ces statistiques reposent sur l'indication et le nombre de pages visitées, sur les services en ligne les plus utilisés etc... mais pas sur des données personnelles relatives aux utilisateurs.

Ces statistiques ont pour seules finalités l'amélioration des services proposés et la réorganisation du site.

Afin de prendre en compte des obligations imposées par la CNIL relatives aux mesures de sécurité, tous les accès aux données cadastrales à caractère personnel sont tracés dans un journal de connexion, conservés 6 mois et régulièrement analysés afin de détecter toute tentative d'accès illégitime aux données.

9.6.3- Usage des cookies

Lorsqu'il se connecte au site, l'utilisateur est informé qu'il peut, s'il le souhaite, activer les cookies (petits fichiers texte stockés par le navigateur Web sur le disque dur de l'ordinateur de l'utilisateur). Ces derniers permettent de récupérer des données statistiques anonymes (ne portant pas sur les données à caractère personnel relatives aux utilisateurs).

Accepter les cookies sur la page d'accueil du site permet aux services en charge du *SIG Extranet de la CASA* de procéder à des analyses de fréquentation, de mesures d'audience, etc... afin d'améliorer la qualité du site. Il est donc nécessaire d'autoriser l'utilisation de ces cookies.

Les cookies utilisés expirent à la fin de la session de l'utilisateur. Ils sont ainsi supprimés sur les disques durs des ordinateurs des utilisateurs à chaque fermeture du site. Dans une configuration classique de navigateur web, l'utilisateur détruira ces fichiers installés sur le disque dur de son ordinateur, en fermant simplement l'onglet contenant la page principale du site, sans même devoir fermer son navigateur web.

Chaque utilisateur du site a la possibilité de gérer, directement ou indirectement, c'est à dire par l'intermédiaire du service informatique de sa structure, le niveau d'autorisation d'enregistrement des cookies sur son ordinateur, en configurant ou faisant configurer son navigateur web.

9.6.4 - Protection et conservation des données relatives aux utilisateurs

La CASA s'engage à œuvrer pour assurer la sécurisation et la confidentialité des données à caractère personnel.

Au titre de représentant d'un groupement de communes ou d'une commune, le président de la CASA ou le maire d'une commune du territoire de la CASA peut toutefois, à tout moment, demander à la CASA la liste des utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA* au sein de sa collectivité.

La durée de conservation des données nominatives relatives à l'utilisateur correspond à la durée durant laquelle ledit utilisateur dispose d'un compte sur l'extranet communautaire ou sur le réseau informatique de la CASA. Passé ce délai, les données sont instantanément supprimées du site. Néanmoins, la CASA est amenée à les conserver pendant un mois, à compter de la suppression du compte utilisateur, en raison des mesures de sauvegarde et de sécurité prises pour son système d'information.

9.6.5- Droit individuel d'accès, de rectification et d'opposition sur les données personnelles relatives aux utilisateurs

En vertu de la loi informatique et Liberté du 06/01/1978, la CASA garantit aux utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA*, un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les données personnelles les concernant. Pour exercer ce droit, l'utilisateur doit écrire à :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
LES GENETS
449 ROUTE DES CRETES – BP43
06 901 SOPHIA-ANTIPOLIS CEDEX

ou adresser sa demande par courriel à l'adresse suivante :

sig@agglo-casa.fr

sans omettre de préciser l'objet du courrier.

10 - COMPATIBILITE AVEC LES ENVIRONNEMENTS INFORMATIQUES ET EXCLUSION DE RESPONSABILITE

La CASA et les communes de son territoire demeurent libres de choisir leurs propres équipements informatiques et notamment les systèmes d'exploitation, les navigateurs Web et les types de terminaux (PC, tablettes, portables, mobiles) qui équipent leurs services.

Les services en charge du *SIG Extranet de la CASA* font tout leur possible pour prendre en compte la variété des environnements informatiques des ayants droits (communes de la CASA, entités publiques ou privées partenaires de la CASA et des communes de la CASA...).

Le SIG Extranet de la CASA est compatible avec la plupart des versions récentes des principaux systèmes d'exploitation et des principaux navigateurs Web, qu'ils fonctionnent sur PC, sur tablettes ou sur mobiles.

Compte-tenu de la variété des environnements informatiques à prendre en compte et de leurs constantes évolutions, la CASA ne garantit pas la compatibilité du *SIG Extranet de la CASA* avec tous les équipements informatiques des ayants droits (communes de la CASA, entités publiques ou privées partenaires de la CASA et des communes de la CASA...).

Les niveaux faibles de débit entrant et sortant peuvent dégrader les performances des services proposés, sans pour autant que les services en charge de du *SIG Extranet de la CASA* soient en mesure, pour de nombreuses raisons, d'intervenir au-delà de la simple transmission de conseils ou de préconisations.

Le paramétrage d'un navigateur Web peut également gêner le bon fonctionnement des services en ligne (Extranet) proposés dans le cadre du *SIG Extranet de la CASA*. Les services en charge du site s'efforceront de donner les meilleurs conseils, sans toutefois pouvoir intervenir sur les éventuelles stratégies de sécurité déployées au sein d'une commune ou d'un autre ayant droit (par exemple : un paramétrage par défaut des navigateurs Web imposé par un service informatique communal).

La CASA recommande d'utiliser des versions récentes de navigateurs reconnus et prenant en compte les normes et ou les standards W3C.

Les ayants droit peuvent adresser leurs demandes de support et leurs questions techniques à l'équipe en charge du *SIG Extranet de la CASA* à l'adresse suivante :
sig@agglo-casa.fr

La CASA ne peut être tenue responsable d'une incompatibilité avérée entre le *SIG Extranet de la CASA* et un environnement informatique propre à une commune, à une administration, un organisme ou une société partenaire de la CASA ou d'une commune de la CASA.

11- MAINTENANCE

La mise à disposition d'un service d'information implique nécessairement des opérations de maintenance technique, qu'il s'agisse de maintenance corrective, de maintenance préventive ou de maintenance évolutive.

L'objectif de ces opérations n'est autre que d'assurer le bon fonctionnement et la sécurité du SIG Extranet.

La CASA se réserve le droit de restreindre totalement ou partiellement l'accès aux services afin d'assurer la maintenance, dans le cadre de prestations programmées, des infrastructures mises en œuvre pour la fourniture du SIG Extranet.

La CASA informera les ayants droit qu'une opération de maintenance aura lieu. L'accès au SIG Extranet pourra en être entravé. En aucun cas la responsabilité de la CASA ne pourra être engagée à l'occasion de ces opérations de maintenance.

12 - ACTUALISATION DES DONNEES GEOGRAPHIQUES

12.1 - Principe général de coopération entre les services de la CASA et des communes de la CASA

En s'approvisionnant auprès de nombreuses sources, la CASA s'efforce d'actualiser directement ou indirectement les données géographiques accessibles via le *SIG Extranet de la CASA* (voiries, environnement, transports...).

Les ayants droits s'efforceront de signaler à la CASA toute erreur, dans un esprit de coopération intercommunale et en application des dispositions légales relatives au droit de réutilisation des informations publiques définies dans le Code des relations entre le public et l'administration.

Pour ce faire, ils peuvent utiliser l'adresse : sig@agglo-casa.fr

12.2 - Actualisation des données géographiques relatives aux documents d'urbanisme

La fiabilité des données issues des opérations de dématérialisation des documents d'urbanisme des communes du territoire de la CASA, consultables via les services de consultation de données géographiques proposés dans le cadre du *SIG Extranet de la CASA*, dépend, en partie, de la qualité des échanges de données géographiques qui existent entre d'une part, les services de la CASA et d'autre part, les services des communes de la CASA.

Les services de consultation de données géographiques permettant d'accéder à des informations relatives à la réglementation en matière d'urbanisme et de les croiser avec de nombreuses autres informations, ainsi que toutes les impressions qu'ils permettent de réaliser, ne peuvent en aucun cas se substituer aux documents d'urbanisme opposables aux tiers. Par exemple, seul le Plan Local d'Urbanisme consultable en mairie est opposable aux tiers. Les services de consultation de données géographiques sont fournis à titre informatif. Il appartient aux ayants droit de procéder aux vérifications qui s'imposent auprès des autorités et organismes compétents.

12.3 - Actualisation des données cadastrales

12.3.1- Rythme de l'actualisation des données cadastrales

Les données relatives à la géométrie du cadastre (limites de bâtis, des parcelles, des sections, des subdivisions, des voiries cadastrées...) et les données littérales du cadastres (informations relatives aux propriétaires, aux propriétés bâties et non bâties contenues dans la base Majic de la DGFIP) sont mises à jour une fois par an.

12.3.2 - Périodes d'actualisation

12.3.2.1 - Cadastre - données cartographiques

Chaque année les services de l'Etat mettent à disposition de la CASA la base « EDIGEO » contenant la géométrie actualisée du cadastre. En général cette mise à disposition intervient en début de période estivale. Les services charge du *SIG Extranet de la CASA* intègrent dans le système la nouvelle géométrie du cadastre dans un délai de 3 mois à compter de la réception annuelle de la base EDIGEO.

Des décalages entre la géométrie de la dernière version disponible du plan cadastral et la réalité du terrain peuvent exister. Ils sont liés notamment aux délais de prise en compte des actes notariés. La CASA ne peut être tenue responsable de ce type de décalage.

12.3.2.2 - Cadastre - données littérales

Un extrait de la base MAJIC de la DGFIP contenant les données littérales du cadastre relatives aux communes du territoire de la CASA (données à caractère personnel) est mis à disposition de la CASA chaque année par les services de l'Etat, en général entre le début du mois d'avril et la fin du mois de septembre. Cette mise à disposition présente une situation au 31/12 de l'année N-1. Par exemple les services de l'Etat peuvent mettre à disposition les données littérales représentant une situation au 31/12 de l'année N-1 au cours du mois de mai de l'année N (cas courant). Les dates de mises à disposition du dernier millésime des données littérales du cadastre peuvent varier d'une année à l'autre (entre avril et septembre, cas courant entre avril et juin). Les services en charge du *SIG Extranet de la CASA* mettent à jour toutes les données littérales du cadastre consultables par les élus et les agents habilités, dans un délai de 3 mois à compter de la date de mise à disposition par les services de l'Etat du dernier millésime disponible des données littérales du cadastre (base MAJIC de la DGFIP).

13 - CONDITIONS GENERALES ET SPECIFIQUES D'UTILISATION DES SERVICES PROPOSES

13.1 - Généralité

Les utilisateurs habilités de services sécurisés permettant d'accéder à des informations cadastrales nominatives (bases MAJIC de la DGFIP) doivent respecter toutes les règles et les limites d'utilisation, dont certaines sont rappelées dans ce document, figurant dans l'« *Autorisation Unique n° AU-001 - Délibération de la CNIL n° 2012-087 du 29 mars 2012 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG) et abrogeant la délibération n° 2006-257 du 5 décembre 2006* ».

Lorsque un utilisateur télécharge une donnée géographique ou une base de données géographique, ainsi que les métadonnées qui s'y rattachent (comme par exemple le propriétaire de la donnée), il doit respecter le code de la propriété intellectuelle et notamment la protection des bases de données ou des données par le droit d'auteur ou le droit sui generis (droit des producteurs).

Dans tous les cas, si l'utilisation et/ou la diffusion de données sont soumis à des contraintes stipulées dans une convention, ou tout autre accord, signé par la CASA avec le propriétaire, le

producteur ou encore le gestionnaire de ces données (gestionnaires de réseaux par exemple), la CASA s'engage à signaler à l'utilisateur du *SIG Extranet de la CASA*, via les métadonnées (fiches descriptives des données), l'existence de cette convention ou de cet accord et à en faciliter la lecture. L'utilisateur du site (<https://sig-portai.agglo-casa.fr>), quant à lui, s'engage à respecter scrupuleusement les termes de cette convention ou de cet accord.

13.2 - Conditions spécifiques d'utilisation du service « cadastre - foncier »

13.2.1 - Rappel des finalités du traitement autorisées par la CNIL

Il appartient à tout utilisateur disposant d'une habilitation de second niveau » (cf. paragraphe 9.1.2), lorsqu'il utilise des services lui permettant d'accéder à des informations littérales et nominatives du cadastre (base Majic de la DGFIP), de vérifier que les finalités de traitements qu'il poursuit relèvent bien de ses attributions au sein de son service, des compétences de la collectivité au sein de laquelle il exerce sa mission de service public et font bien partie des finalités explicitement autorisées par la CNIL.

En date d'approbation de la dernière version de ce document par le bureau communautaire de la CASA, les finalités du traitement autorisées par la CNIL sont les suivantes :

Les finalités autorisées en matière de gestion de l'urbanisme sont :

- l'établissement d'un inventaire du foncier de la collectivité ou de l'Etat et la gestion des dossiers d'acquisitions ou de ventes foncières de la collectivité ou du groupement de collectivités, de l'Etat ou de ses services déconcentrés,
- l'instruction des demandes de permis de construire et autres formalités en matière de droit des sols,
- la réalisation d'études en matière d'urbanisme, d'habitat, d'aménagement du territoire et notamment du PLU (plan local d'urbanisme),
- l'établissement ou la consultation des documents, plans et programmes définissant les politiques publiques en matière d'urbanisme et environnement,
- le suivi des constatations d'infraction en matière d'urbanisme,
- l'information des personnes concernées par des travaux d'aménagement de voirie, de gestion du domaine public et d'opération foncière, d'urbanisme ou liée à l'environnement
- la délivrance, par les communes, des informations aux personnes ayant déposé une demande de renseignements dûment motivée concernant une propriété déterminée, bâtie ou non bâtie,
- la délivrance, par les communes, au propriétaire foncier du relevé de sa ou de ses propriété(s),
- la consultation des informations sur les voiries et réseaux à l'exclusion des données à caractère personnel liées à la gestion des abonnements ;

Les finalités autorisées en matière gestion du service de l'assainissement collectif ou non sont :

- la gestion des installations d'assainissement sur le territoire de la collectivité ou du groupement de collectivités.

Les finalités autorisées en matière de gestion de l'aménagement du territoire sont :

- l'urbanisme, le développement et l'encadrement des réseaux, des énergies, des transports,
- l'organisation et la gestion des infrastructures locales, des aires d'accueil des gens du voyage,
- toutes activités qui, au-delà des informations géographiques, exploitent des données à caractère personnel relatives :
 - o aux propriétaires dont la parcelle est concernée par l'activité, par l'implantation de nouveaux équipements, par la nouvelle étude ou le nouveau service,
 - o à la localisation géographique des abonnés d'un réseau, ou aux personnes concernées par l'activité gérée et qui requièrent leur accord ou leur information.

Les finalités autorisées en matière de gestion des bâtiments sont :

- les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH),
- la lutte contre l'habitat indigne et insalubre,
- la gestion des logements vacants,
- l'identification des phénomènes d'étalement urbain et de périurbanisation,
- la caractérisation de la qualité agronomique des terres : identification des terres agricoles à protéger en priorité face à l'urbanisation,
- la création d'observatoire de la consommation du foncier ;
- la gestion, le contrôle et l'analyse des données nécessaires à la taxation des redevables locaux assujettis à la taxe locale sur les publicités extérieures ;
- l'étude de la thermographie des bâtiments.

Les finalités autorisées en matière de gestion des espaces verts, espaces agricoles, espaces naturels fossés, cours d'eau, littoral, sites protégés sont :

- toutes les activités qui nécessitent de collecter des informations sur les propriétaires des parcelles concernées, les locataires, métayers, fermiers, occupants ou voisins des parcelles concernées.

Les finalités autorisées en matière de maîtrise des risques sanitaires et de traitement de la pollution sont :

- toutes activités qui nécessitent de collecter des informations sur les propriétaires des parcelles concernées, les locataires, métayers, fermiers, occupants ou voisins des parcelles concernées.

Les finalités autorisées en matière d'économie du territoire et de fiscalité sont :

- l'établissement d'un observatoire de la fiscalité locale,
- l'utilisation de la matrice cadastrale par la commission communale ou intercommunale des impôts directs pour l'évaluation des propriétés bâties ou non bâties,
- la gestion des logements vacants,
- la gestion de l'artisanat et du commerce.

Les finalités autorisées en matière de communication et de tourisme sont :

- la publication sur site internet des itinéraires de randonnées avec leurs équipements touristiques, sites remarquables, châteaux et hébergements avec coordonnées des exploitants ou propriétaires.

Les finalités autorisées d'aide à la population sont :

- la gestion et la prévention des risques,
- la gestion du service d'aide et d'accompagnement à domicile, des secteurs scolaires, des bureaux de vote, des concessions dans les cimetières, du plan communal de sauvegarde (PCS),
- la gestion des missions du Service départemental d'Incendie et Secours (SDIS) ainsi que toutes les activités qui nécessitent de collecter des informations sur les personnes géo localisées concernées.

Tout autre usage est interdit.

13.2.2 - Communication d'informations cadastrales au public

La délivrance d'informations issues de la matrice cadastrale ne peut s'effectuer que dans les conditions fixées par la loi et les textes applicables en vigueur.

Le responsable de traitement peut délivrer ou faire délivrer par la personne qu'il délègue à cet effet, à toute personne qui en fait la demande ponctuelle, des informations issues de la matrice cadastrale.

Conformément aux dispositions des articles susmentionnés, les dates et lieu de naissance du propriétaire, les mentions relatives aux motifs d'exonération des taxes foncières, lorsque ces motifs donnent une information sur le mode de financement de la construction ou la situation personnelle du propriétaire (personne économiquement faible), ne peuvent pas être communiquées au public.

Le public peut accéder directement par internet à une interface de consultation des informations contenues dans une « base de données géographiques, locale ou nationale, de référence » (« BGR »).

Une base géographique de référence consultable par le grand public ne peut inclure « aucune information à caractère personnel autre que le découpage parcellaire et les adresses des parcelles », conformément aux textes applicables en vigueur.

Le service « cadastre – foncier », proposé dans le cadre du SIG extranet de la CASA, permet aux utilisateurs disposant d'une habilitation de second niveau d'éditer un relevé intitulé « propriété tiers ». Ce dernier ne fait figurer que des informations pouvant être communiquées de façon ponctuelle à des tiers dans les conditions précédemment précisées et portant sur la seule collectivité au sein de laquelle exerce l'utilisateur concerné.

13.2.3 - Impression et diffusion de plans représentant la géométrie du cadastre

Le système permet de réaliser des impressions permettant de visualiser les limites des emprises des « objets » du cadastre (bâti, parcelle, sections, subdivisions, lieux dits...) à différentes échelles.

Les utilisateurs veilleront à appliquer l'échelle d'impression recommandée par le système qui prend en compte l'échelle originale des plans cadastraux concernés (en général entre le 1/2500 et le 1/5000).

Les utilisateurs doivent faire apparaître sur les impressions d'extraits de plans cadastraux la mention suivante : « *Source : Direction Générale des Finances Publiques - Cadastre - «indiquer le millésime»* »

Par ailleurs la diffusion à des tiers de plans cadastraux faisant apparaître en plus des limites des emprises des « objets » du cadastre (bâti, parcelle, sections, subdivisions...) des informations à caractère personnel est strictement interdite.

13.3 - Conditions spécifiques d'utilisation des services de recherche et de téléchargement de cartes

Dans le cadre du *SIG Extranet de la CASA*, la CASA propose à ses propres élus et agents et à ceux de ses communes membres, des services en ligne intitulés « Atlas » ou « cartothèque ». Ils permettent de rechercher des cartes prêtes à l'impression, disponibles dans des formats de fichiers informatiques faciles à utiliser (formats de fichiers informatiques dits « image », par exemple : pdf, jpeg, png...).

Ces cartes ont fait l'objet de diffusion large dans le cadre d'études ou de missions menées par la CASA. Outre un titre et une légende, elles comportent toutes des mentions permettant notamment de connaître les sources de données utilisées, la date de réalisation de la carte, le producteur de la carte, etc. ... L'utilisateur qui télécharge une carte est libre de la réutiliser à condition de ne pas dénaturer l'œuvre cartographique dans son ensemble et notamment de ne pas retirer, ou de ne pas modifier, les mentions figurant sur la carte originale.

Les utilisateurs reconnaissent que la fiabilité des informations géographiques figurant sur une carte prête à l'impression ne peut être examinée qu'au regard des millésimes des sources de données utilisées et des dates de réalisations indiquées sur la carte originale. A titre d'exemple, une carte des limites des communes de la CASA réalisée en 2011 ne fera apparaître que les limites de seize communes et non de vingt-quatre (extension du territoire de la CASA en 2012).

Les utilisateurs reconnaissent que les informations réglementaires (périmètres de protections, zonages des PLU, prescriptions se rapportant à ces zonages, servitudes d'utilité publique, zones à enjeux du SCOT...) présentées sur des cartes prêtes à l'impression n'ont qu'une valeur informative et ne peuvent en aucun cas se substituer aux documents opposables aux tiers selon les termes de la loi.

13.4 - Conditions spécifiques d'utilisation des services de consultation et d'édition de données géographiques

Les services de consultations de données géographiques (cf. paragraphe 8.2.3) et les services de consultation et d'édition de données géographiques (cf. paragraphe 8.2.4) proposent des fonctions d'impressions et de mises en page (fichier PDF) à des échelles précises.

Toutes les impressions faisant apparaître des informations relatives à une réglementation ont une valeur uniquement informative. Par exemple, une impression réalisée à partir d'un service de consultation de données issues des opérations de dématérialisation d'un Plan Local d'Urbanisme ne peut en aucun cas se substituer au document d'urbanisme (papier) consultable en mairie, seul document opposable aux tiers. Les captures d'écrans n'ont également qu'une valeur informative et n'ont aucune valeur réglementaire.

14- SECURITE

Le SIG Extranet de la CASA est un système de traitement automatisé de données. Tout accès ou maintien frauduleux dans le SIG Extranet est interdit et sanctionné pénalement.

La CASA fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles de l'art, pour sécuriser le site eu égard à la complexité de l'internet. Elle ne saurait assurer une sécurité absolue. L'utilisateur déclare accepter les caractéristiques et limites de l'internet.

Il reconnaît avoir connaissance de la nature du réseau de l'internet, et en particulier, de ses performances techniques et des temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer les données d'informations.

15- RESPONSABILITE ET SANCTIONS

La responsabilité de la CASA ne peut être engagée qu'en cas de faute prouvée ; la CASA est responsable de :

- la mise à disposition du SIG Extranet ;
- la maîtrise technique du SIG Extranet ;
- la sécurisation de l'information.

L'utilisateur est seul responsable de la confidentialité de ses identifiants et de ses mots de passe et de toutes actions réalisées à partir de ses identifiants et mots de passe ; il est seul responsable de l'utilisation qu'il fait des services et données disponibles sur le SIG Extranet.

Toute utilisation non conforme aux lois et aux règlements ainsi qu'aux conditions et limites définies par cette charte est constitutive d'une faute.

En conséquence, le non-respect de la charte expose l'utilisateur à des sanctions. En cas de manquement par l'utilisateur, aux obligations prévues dans la présente charte, non réparé dans un

délai de 30 jours, à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiant le manquement en cause, la CASA se réserve le droit de mettre fin à l'accès de l'utilisateur au SIG Extranet en supprimant son ou ses habilitation(s).

La CASA, pour sa part, déclare mettre en œuvre, par le biais notamment de la présente charte, tous les efforts nécessaires à un bon usage du SIG Extranet et n'assumer aucune responsabilité au titre des agissements fautifs ou délictueux des utilisateurs auxquels elle fournit un droit d'accès.

16 - NULLITE D'UNE CLAUSE

Dans le cas où une clause de ce document est déclarée nulle ou non valable, par exemple à la suite d'une évolution réglementaire ou d'un dispositif légal qui n'aurait pas été intégré à temps dans la dernière mise à jour, cette nullité sera sans effet sur l'application des autres clauses de cette charte.

17 - LOI APPLICABLE

La présente charte est régie par la loi française.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

18 - LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : formulaire de désignation, au sein des communes membres de la CASA, des utilisateurs du *SIG Extranet de la CASA*.
- Annexe 2 : engagement de confidentialité des utilisateurs du SIG Extranet de la CASA disposant d'une habilitation de second niveau.
- Annexe 3 : fiche pratique - Première connexion au SIG Extranet de la CASA.

Dernière mise à jour le 06 juin 2016



ANNEXE 1
de la convention d'utilisation du SIG Extranet de la CASA
(délibération du bureau communautaire de la CASA du 06 juin 2016)

FORMULAIRE DEMANDE D'ACCES AU SIG EXTRANET VALANT ATTESTATION (Référence du formulaire : **FSIG1**)

Il est proposé, via ce formulaire, aux maires des Communes de la Communauté d'Agglomération Sophia - Antipolis (CASA) de désigner, au sein de leurs collectivités réciproques, les utilisateurs du « *SIG Extranet de la CASA* » et de préciser, en connaissance de la réglementation en vigueur sur les Systèmes d'Information Géographique (SIG), leurs niveaux d'habilitation (droits d'accès).

Nombre total de page du formulaire : 4 minimum (*voir indications en rouge et en gras à la dernière page du formulaire*).

Copie à conserver par la commune

Original complété, daté et signé à envoyer à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS

DIRECTION GENERALE ADJOINTE AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

DIRECTION AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONNAISSANCE DU TERRITOIRE

SERVICE CONNAISSANCE DU TERRITOIRE

LES GENETS – 449 ROUTE DES CRETES – BP43

06 901 SOPHIA-ANTIPOLIS CEDEX

Liste des documents joints à ce présent formulaire valant attestation :

1. Autorisation Unique n° AU-001 de la CNIL (Délibération n° 2012-087 du 29 mars 2012) « portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG) et abrogeant la délibération n° 2006-257 du 5 décembre 2006 ».
2. Engagement de confidentialité (annexe 2 de la charte d'utilisation du SIG extranet de la CASA) à compléter, à dater et à signer par chaque utilisateur habilité à utiliser le service spécifique intitulé « cadastre – foncier ».



ANNEXE 1
de la convention d'utilisation du SIG Extranet de la CASA
(délibération du bureau communautaire de la CASA du 06 juin 2016)

FORMULAIRE DEMANDE D'ACCES AU SIG EXTRANET VALANT ATTESTATION (Référence du formulaire : **FSIG1**)

Je soussigné(e) **Madame, Monsieur** (rayer la mention inutile)....., **Maire de la Commune de**, ci-après le
« Représentant de la Commune » atteste, avant de compléter et signer ce formulaire, avoir pris connaissance des informations qui suivent :

1. Le SIG extranet de la CASA (<https://sig-portail.agglo-casa.fr>), ou bouton « SIG » de la page principal de l'extranet communautaire
 - se présente comme un bouquet évolutif de services cartographiques en ligne, mis en œuvre par les services de la CASA, destiné à apporter une aide aux élus et aux agents de la Communauté d'Agglomération et de ses Communes membres, dans l'exercice quotidien de leurs missions de service public,
 - peut être utilisé uniquement par des élus ou des agents qui disposent d'un compte sur l'extranet communautaire (login et mot de passe extranet CASA) conformément aux exigences de l'Autorisation unique n°AU-001 de la CNIL (Délibération n° 2012-087 du 29 mars 2012) « portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG) et abrogeant la délibération n° 2006-257 du 5 décembre 2006 (cf. Annexe n°1) »,
 - propose systématiquement à tout élu ou agent de la Commune dont je suis le Représentant et disposant d'un compte sur l'extranet communautaire, un « tronc commun » constitué de services qui donnent accès à des informations géographiques sans caractère personnel ou confidentiel, qui permettent de mieux connaître le territoire de l'agglomération et d'améliorer les échanges d'informations géographiques entre la CASA et ses Communes membres, étant entendu que la qualité des informations géographiques présentées dans le cadre du SIG extranet de la CASA et portant sur le territoire de la Commune dont je suis le Représentant, telles que toutes les informations relatives aux documents d'urbanisme communal en vigueur et à leurs annexes, dépend notamment de la qualité des échanges d'informations géographiques entre d'une part, les services de la Commune et d'autre part, les services de la Communauté d'Agglomération.
2. En revanche, le service sécurisé intitulée « **cadastre-foncier** », proposée par la CASA à la Commune dont je suis le Représentant, dans le cadre du SIG extranet de la CASA :
 - ne fait pas partie du « tronc commun » du SIG extranet de la CASA précédemment décrit,
 - permet d'accéder à des informations contenues dans la base de données « Majic » de la DGFIP, relatives aux propriétaires de propriétés bâties et non-bâties du territoire de la Commune dont je suis le Représentant et entrant dans le champ d'application de la loi n°78- 17 du 6 janvier 1978 relative « à l'informatique, aux fichiers et aux libertés »,
 - constitue un traitement mis en œuvre par la CASA en application de l'Autorisation Unique n° AU-001 de la CNIL « portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG) »,
 - ne peut-être, par conséquent, accessible et utilisé au sein de la commune dont je suis le Représentant que par moi-même et par les agents habilités des services en charge de :
 - l'instruction des dossiers de droit des sols ;
 - l'urbanisme, l'environnement et le développement durable ;
 - des travaux et études relatifs à l'aménagement du territoire (habitat, voirie,...) ;
 - l'assainissement collectif ou non ;
 - la gestion du patrimoine ;
 - la gestion des bâtiments ;
 - la gestion des espaces verts, espaces agricoles, espaces naturels, fossés, cours d'eau, littoral, sites protégés, ... ;
 - la maîtrise des risques sanitaires, traitement de la pollution et gestion des déchets ;
 - l'économie et l'aménagement du territoire ;
 - la communication et le tourisme ;
 - l'aide à population
 - A cette fin, des niveaux d'habilitation doivent être définis par mes soins.



ANNEXE 1
de la convention d'utilisation du SIG Extranet de la CASA
(délibération du bureau communautaire de le CASA du 06 juin 2016)

FORMULAIRE DEMANDE D'ACCES AU SIG EXTRANET VALANT ATTESTATION (Référence du formulaire : **FSIG1**)

(Entourer la case correspondant à votre souhait)

Au titre de mes fonctions de Représentant de la Commune, conformément aux termes de l'AU-001 de la CNIL (Délibération n° 2012-087 du 29 mars 2012) et dans le strict cadre des missions de service public que me confère cette fonction et lorsque l'exercice de ces missions rend indispensable la connaissance d'informations relatives aux propriétés bâties et non-bâties du territoire de la Commune dont je suis le Représentant, je demande un droit d'accès à l'application « cadastre – foncier » proposée dans le cadre du SIG extranet de la CASA.

☐ NON

☐ OUI



ANNEXE 1
de la convention d'utilisation du SIG Extranet de la CASA
(délibération du bureau communautaire de la CASA du 06 juin 2016)

FORMULAIRE DEMANDE D'ACCES AU SIG EXTRANET VALANT ATTESTATION (Référence du formulaire : **FSIG1**)

Désignation des utilisateurs du SIG Extranet de la CASA et niveaux d'habilitations souhaités :

Je demande que tous les élus et agents de la Commune dont je suis le Représentant, désignés par mes soins dans le tableau ci-après, puissent accéder aux services proposés par la CASA dans le cadre de son *SIG extranet* et permettant d'exploiter des informations géographiques non-confidentielles et sans caractère personnel, et pour ce faire, puissent disposer rapidement d'un compte sur *l'extranet communautaire*, s'ils n'en disposent pas d'ores et déjà.

Je demande que les agents de la Commune dont je suis le Représentant, **pour lesquels, via ce formulaire, je requière un droit d'accès spécifique au service intitulé « cadastre-Foncier »** (case intitulée « oui » entourée) **et qui ont retourné aux services de la CASA l'engagement de confidentialité complété, daté et signé (Annexe 2)**, puissent accéder au service « cadastre – foncier ».

Je certifie avoir pris toutes les dispositions nécessaires au sein de la Commune dont je suis le Représentant pour porter tous les termes de l'Autorisation Unique (AU-001) de la CNIL à la connaissance des personnes pour lesquelles j'adresse à la CASA, via ce formulaire et les engagements de confidentialité complétés par les agents concernés, une demande d'autorisation d'accès au service « cadastre-foncier ». Je communiquerai à la CASA les changements de demande d'accès au SIG extranet de la CASA et les demandes spécifiques d'accès au service « cadastre-foncier » en transmettant par courrier ce formulaire actualisé, ainsi que les engagements de confidentialité complétés, datés et signés par chaque agent concerné.

*Compléter le tableau ci-dessous. Si vous souhaitez qu'un agent puisse accéder au service « cadastre- Foncier », entourez la case « oui » correspondante. Veillez à ne pas demander systématiquement un droit d'accès au service « cadastre – foncier » (voir texte de l'AU 001 de la CNIL). **Imprimer si-nécessaire plusieurs fois cette page, numéroter, signer et dater chaque page***

NIVEAU D'HABILITATION					ACCES AU SERVICE SPECIFIQUE « CADASTRE – FONCIER »	
Nom	Prénom	Qualité / poste (intitulé complet)	N° Tel direct	Mail		
					NON	OUI
					NON	OUI
					NON	OUI
					NON	OUI
					NON	OUI
					NON	OUI

En vertu de la loi informatique et Liberté du 06/01/1978, la CASA garantit aux utilisateurs du SIG Extranet de la CASA, un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les données personnelles les concernant et recueillies à l'aide de ce formulaire. Pour exercer ce droit, l'utilisateur doit écrire à « COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS, LES GENETS, A l'attention du responsable du SIG Extranet de la CASA, 449 ROUTE DES CRETES - BP43, 06 901 SOPHIA-ANTIPOLIS CEDEX » ou adresser sa demande par courriel à l'adresse suivante : sig@agglo-casa.fr

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCES
AU SIG EXTRANET CASA
VALANT ATTESTATION**
(Référence du formulaire : **FSIG1**)

PAGE /
(Indiquez le numéro de page et le nombre total
de pages, voir indications en rouge gras)

LEA

Signature (et cachet):.....

Annexe 2
de la charte d'utilisation du SIG Extranet de la CASA
(délibération du bureau communautaire de la CASA du 06 juin 2016)

**ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE
D'UN UTILISATEUR DU SERVICE « CADASTRE-FONCIER »**

Préambule

Le service en ligne sécurisé intitulé « cadastre – Foncier » est l'un des services extranet proposés par la CASA à ses communes dans le cadre du son système d'information Géographique Extranet (*SIG Extranet de la CASA*).

IL constitue un traitement mis en œuvre par la CASA en application de l'Autorisation Unique n° AU-001 de la CNIL « *portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG)* ».

Je soussigné Monsieur, Madame (*rayez la mention inutile puis indiquer votre nom suivi de votre prénom*)

.....

certifie travailler au sein de la commune de

.....

en qualité d'agent de la fonction publique territoriale au sein du service communal (préciser l'intitulé du service)

.....

en charge de (*rayez toutes les mentions inutiles*) :

- l'instruction des dossiers de droit des sols ;
- l'urbanisme, l'environnement et le développement durable ;
- des travaux et études relatifs à l'aménagement du territoire (habitat, voirie,...) ;
- l'assainissement collectif ou non ;
- la gestion du patrimoine ;
- la gestion des bâtiments ;
- la gestion des espaces verts, espaces agricoles, espaces naturels, fossés, cours d'eau, littoral, sites protégés ;
- la maîtrise des risques sanitaires, traitement de la pollution et gestion des déchets ;
- l'économie et l'aménagement du territoire ;
- la communication et le tourisme ;
- l'aide à population.

Lorsque j'utilise le service « cadastre-foncier » évoqué en préambule de ce document, je m'engage :

- à n'accéder qu'aux données concernant le territoire de la commune dans laquelle j'exerce et relevant des compétences de cette dernière,
- dans la stricte limite de mes attributions
- dans le seul cadre de l'exercice de mes missions de service public

Fiche pratique « comment obtenir initialiser votre identifiant et votre mot de passe extranet »

A l'attention des élus et des agents des communes de l'agglomération Sophia Antipolis souhaitant utiliser le « SIG extranet de la CASA »

Le maire de votre commune a souhaité que vous bénéficiiez d'un droit d'accès à l'extranet communautaire afin d'utiliser les outils cartographiques proposés par la CASA, dans le cadre de son système d'information géographique extranet (SIG extranet CASA).

Pour accéder aux nombreux services proposés dans le cadre du SIG extranet de la CASA, vous devez disposer d'un compte sur l'extranet communautaire. Cette fiche pratique s'adresse aux élus et agents des communes de la CASA qui se connectent pour la première fois au SIG extranet de la CASA et qui ne disposent pas encore d'un compte sur l'extranet communautaire.

La première fois que vous vous connectez au SIG extranet de la CASA, procédez comme suit :

- 1 : Tapez dans votre navigateur web l'URL suivante : <https://sig-portail.agglo-casa.fr>
- 2 : Saisissez votre identifiant extranet toujours composé de la manière suivante : « *première lettre de votre prénom* ». *Votre nom de famille* ». Par exemple l'identifiant de M. Laurent Dupond sera « *l.dupond* ».
- 3 : Saisissez votre mot de passe provisoire : « **2password!** »
- 4 : Le système vous demandera de changer votre mot de passe.
Vous devez saisir un mot de passe respectant les règles de complexités suivantes
 - 8 caractères minimum
 - Utiliser des caractères provenant de trois des quatre catégories suivantes et mémorisez-le !
 - Caractères majuscules anglais (A à Z)
 - Caractères minuscules anglais (a à z)
 - Chiffres en base 10 (0 à 9)
 - Caractères non alphabétiques (par exemple, !, \$, #, %)

- 5 : Accéder au SiG extranet de la CASA
-

Lorsque vous souhaitez vous reconnecter au SIG extranet de la CASA utilisez la même URL, votre identifiant et votre nouveau mot de passe personnel et confidentiel. Ne le transmettez pas à un tiers.

Si vous perdez votre mot de passe personnel, adressez votre demande de réinitialisation de mot de passe extranet à l'adresse suivante : sig@agglo-casa.fr, votre compte sera alors réinitialisé dans les meilleurs délais et il vous faudra recommencer la procédure de première connexion décrite dans cette fiche pratique.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.101
Nature : DE - Deliberations
Objet : Système d'Information Géographique Extranet de la CASA
- Charte d'utilisation
Matière : 2.1 - Documents d urbanisme
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937120
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-26-14.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h26:31

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6153-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6153
Code nature : 1
Code matière 1 : 2
Code matière 2 : 1
Objet : Système d'Information Géographique Extranet de la CASA - Charte d'utilisation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6153-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160606-AOI_6153-DE-1-1_2.pdf